

Peeters met une forte pression sur la suédoise

FÉDÉRAL « On saura jeudi si la coalition est viable », a dit le formateur flamand

- Le CD&V veut des avancées avant la nomination du commissaire, jeudi
- Il pourrait renoncer au poste. Mais veut d'abord engranger des accords.

Le formateur Kris Peeters (CD&V) a mis une solide pression sur ses collègues, à l'ouverture des négociations pour la formation de la coalition fédérale, mardi. Il a tenu un propos d'une force inattendue : « Nous pourrions voir jeudi si la coalition est viable ». Etonnant, quand on sait que, à ce jour, la viabilité de la suédoise n'était remise en cause par personne, et surtout pas les formateurs.

Selon plusieurs sources proches de la négociation, il ne faut pas y voir une difficulté particulière. Le probable futur Premier ministre entend en fait mettre la pression sur ses collègues. Car d'ici à jeudi, le nom du commissaire européen doit être connu. Ce sera plus que probablement un MR (Didier Reynders) ou une CD&V (Marianne Thyssen). « Mais une fois que le commissaire sera nommé, la pression sur les négociateurs va subitement disparaître. On risque alors de voir réapparaître de petits jeux politiques », dit un proche de la négociation.

Un autre livre une analyse avec un élément supplémentaire. Le CD&V serait prêt à abandonner le poste de commissaire, mais avant de faire cette concession, le parti exige des avancées et

concessions sur les questions socio-économiques et surtout budgétaires. Le CD&V souhaiterait que des hausses de fiscalité interviennent, pour éviter qu'une trop grande part de l'effort budgétaire pèse sur les réductions de dépenses publiques.

Ce chapitre budgétaire a été au centre des discussions, mardi. Les négociateurs sont toujours à la recherche de 17,3 milliards d'euros, auxquels vont s'ajouter le coût d'allègements fiscaux à l'étude et le financement de nouvelles politiques. La facture n'est, en définitive pas loin des 20 milliards. Les négociateurs en auraient trouvé 8,5, selon nos confrères du *Standaard*.

Concernant les allègements fiscaux, le futur gouvernement fédéral voudrait augmenter la quotité exemptée d'impôt, cette part des revenus sur laquelle aucun impôt n'est dû. Elle est actuellement fixée à 6.800 euros par an. Les négociateurs de la suédoise entendent relever ce montant au niveau du revenu d'intégration, soit environ 13.000 euros. Ils donneraient ainsi un coup de pouce à tous les contribuables, mais surtout aux bas revenus. Des mesures sont également à l'étude pour soula-

ger la classe moyenne. Ainsi, le montant à partir duquel le barème fiscal de 40 % est d'application pourrait être relevé.

Le problème auquel sont confrontés les négociateurs est le coût de ces mesures, qui s'ajoutent à la recherche de 17,3 milliards d'euros pour boucler le budget de la législature. Or actuellement, ces mesures fiscales complémentaires atteindraient les 3 milliards d'euros.

La journée de mardi a été marquée par une salve du PS, qui a publié son premier communiqué sur le fond de la négociation. Le parti a appelé le futur Gouvernement fédéral à ne pas diminuer le pouvoir d'achat des familles. « Le PS est extrêmement inquiet à l'idée que la future coalition de droite conservatrice puisse faire porter l'essentiel des efforts sur 99 % de la population : les travailleurs, la classe moyenne, les pensionnés, les malades, les demandeurs d'emploi. » Le PS appelle le futur Gouvernement « de droite » à ne pas diminuer le revenu des familles, par exemple en augmentant la TVA ou en menaçant l'index. ■

BERNARD DEMONTY

► P.13 LES ATOUTS DE REYNDERS POUR L'EUROPE